

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
25e séance
tenue le
mardi 27 novembre 1990
à 15 heures
New York

UN Doc/DV

PROCES-VERBAL DE LA 25e SEANCE DES 07 1990

Président : M. KARUKUBIRO-KAMUNANWIRE (Ouganda)

SOMMAIRE

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain : demandes d'audition [34]

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/SPC/45/PV.25
30 novembre 1990

FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN : DEMANDES D'AUDITION

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Cet après-midi, la Commission va poursuivre et conclure les auditions des derniers témoignages sur le point 34 de l'ordre du jour intitulé "Politiques d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud".

Vous vous rappellerez que, s'agissant de ce point de l'ordre du jour qui sera examiné directement en séance plénière, l'Assemblée générale a décidé que les organisations et les personnes qui portent un intérêt particulier à la question de l'apartheid seraient autorisées à se faire entendre par la Commission politique spéciale. A sa 2e séance, le 9 octobre 1990, la Commission a décidé de fixer au 15 novembre la date limite de présentation des demandes d'audition et d'examiner toutes les demandes reçues à cette date à une réunion précédant les auditions. Les demandes d'audition, qui figurent dans les documents A/SPC/45/L.3 et Add.1 à 8, ont été ensuite approuvées par la Commission lors de sa seizième réunion, le 19 novembre.

Je demanderai à tous les orateurs de limiter leurs observations aux politiques d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud. Je demande également aux orateurs de bien vouloir parler lentement et de faire leurs déclarations à un rythme qui permette aux interprètes de les suivre, ce qui facilitera la tâche des rédacteurs de séance et des attachés de presse.

Le premier orateur est M. Michael Johns de la Heritage Foundation, à qui je donne la parole.

M. JOHNS (interprétation de l'anglais) : J'ai le privilège de prendre la parole aujourd'hui devant cet organe au sujet de cette importante question de portée internationale, et je suis particulièrement heureux que nous soyons réunis au moment où tant de nouvelles possibilités s'offrent à l'Afrique du Sud. Tout observateur objectif doit constater la nouvelle réalité en Afrique du Sud : l'apartheid s'effrite, et nous sommes à la veille de l'apparition d'un nouveau système politique dans ce pays. C'est là une évolution positive qui nous donne toute raison d'espérer.

Pendant bien des années, tous ceux qui se sont activement occupés du problème de l'Afrique du Sud étaient mécontents de voir que la situation dans ce pays était, à franc parler, une crise interminable. Des réformes étaient appliquées, mais souvent elles n'étaient que superficielles. La violence se poursuivait et coûtait souvent la vie à des civils innocents; et, isolée par les sanctions financières et économiques internationales, l'économie de l'Afrique du Sud se détériorait, causant un chômage et un sous-emploi croissants, surtout parmi les Noirs. Nombre d'entre nous s'efforçaient de distinguer une lueur d'espoir en Afrique du Sud, mais il faut avouer franchement que cette lueur d'espoir était difficile à trouver.

Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout cela change. L'interdiction des organisations politiques noires a été levée. L'état d'urgence et le Separate Amenities Act ont été levés. La plupart des prisonniers politiques ont été libérés et le fait le plus important est peut-être que des négociations vont bientôt commencer en vue d'une nouvelle constitution sud-africaine, préparant peut-être la voie vers une Afrique du Sud démocratique.

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles l'Afrique du Sud a connu tant de maux économiques, sociaux et politiques, mais la raison fondamentale est le régime d'apartheid, qui est l'un des systèmes politiques contemporains les plus détestés de notre planète. Heureusement, ce fait est aujourd'hui accepté par le Gouvernement sud-africain de F. W. De Klerk, ainsi que la vaste majorité des Sud-Africains blancs et pratiquement toutes les organisations politiques en Afrique du Sud. De Klerk a dit, le 2 février 1990, que dans la nouvelle Afrique du Sud il y aurait

"une nouvelle constitution démocratique, le droit de vote universel, pas de domination d'une race par une autre, l'égalité devant un pouvoir judiciaire indépendant et la protection des minorités et des droits individuels."

M. Johns

Avec l'effondrement de l'apartheid, nous devons nous poser deux questions. La première est la moins importante des deux, mais elle présentera de l'intérêt pour les historiens et aura une portée sur notre politique future à l'égard de l'Afrique du Sud. La voici : pourquoi l'apartheid, système qui a survécu pendant des décennies, s'effondre-t-il aujourd'hui et quels facteurs ont déclenché ce changement d'orientation de la part des dirigeants sud-africains? Il serait bien tentant de tirer trop rapidement une conclusion qui, pour beaucoup, est évidente, à savoir que ce sont les sanctions américaines et internationales sont à l'origine de ce changement. Les sanctions, bien sûr, ont envoyé un signal à l'Afrique du Sud, mais, à mon avis, il y a deux facteurs principaux qui ont suscité le changement actuellement en cours dans le pays.

Le premier facteur réside dans les changements spectaculaires qui balaient notre planète. Pendant de nombreuses années, le Gouvernement sud-africain a craint l'African National Congress (ANC) parce qu'il voyait dans cette organisation un instrument d'expansionnisme soviétique en Afrique australe. Aujourd'hui que Moscou a commencé à retirer son soutien, militaire et autre, à l'ANC, le Gouvernement estime qu'il peut maintenant traiter avec l'ANC en tant que parti politique nationaliste. Le Gouvernement ne considère plus l'ANC comme une menace à la sécurité nationale.

La seconde raison des changements en Afrique du Sud est le consensus des Sud-Africains blancs qui veulent que l'apartheid soit démantelé. Lorsque De Klerk a été élu en septembre 1989, il a fait campagne contre le système d'apartheid. Depuis son élection, ses réformes ont été mises en oeuvre plus rapidement que beaucoup ne le prévoyaient, mais ces réformes ont été rendues politiquement possibles par un électorat blanc qui rejette clairement aujourd'hui le système d'apartheid.

Les raisons des réformes en Afrique du Sud pourraient être discutées pendant des années. Mais nous avons une seconde question, plus importante, à nous poser : quelle est notre tâche maintenant que l'apartheid se désintègre? J'espère que nous nous poserons tous cette question parce que notre tâche ne peut plus être de nous opposer simplement à l'apartheid. Nous devons appuyer quelque chose en Afrique du Sud et ce quelque chose, à mon avis, devrait être un système qui respecte les droits et libertés individuels de tous les Sud-Africains. Notre objectif devrait être de créer une Afrique du Sud libre.

M. Johns

Comment pouvons-nous y parvenir? D'abord, je dois dire que nous ne le ferons pas en soutenant tel ou tel parti politique en Afrique du Sud mais en soutenant un système fondé sur la liberté. Ceux qui menaient la lutte contre l'apartheid ne doivent plus se considérer comme des défenseurs de l'ANC ou de l'Inkatha Freedom Party ou d'autres partis de ce genre. Laissons le peuple sud-africain décider par lequel de ces partis il souhaite être représenté dans les organes administratif et législatif d'un gouvernement d'après-apartheid.

Pour notre part, nous devrions promouvoir l'institutionnalisation d'une liberté authentique. Je suis heureux que mon gouvernement, celui des Etats-Unis, ait décidé d'envoyer 10 millions de dollars en Afrique du Sud précisément à cette fin. J'espère que cette assistance contribuera à créer une infrastructure démocratique là où il n'y en a jamais eu.

J'espère aussi que les Nations Unies commenceront à considérer objectivement les partis politiques en Afrique du Sud. Si vous voulez aider l'ANC, il faut également penser à aider les autres partis en Afrique du Sud. Il serait sage de ne pas choisir entre les partis. Il faut laisser cette décision au peuple sud-africain. Il faut plutôt faire en sorte que l'apartheid ne soit pas remplacé par une autre forme de tyrannie et que l'effondrement de l'apartheid aboutisse à une véritable liberté et à un véritable développement économique.

Une façon d'aider financièrement la majorité noire de l'Afrique du Sud serait de lever les sanctions. Le taux combiné de chômage et de sous-emploi s'élève au chiffre renversant de 47 %, dans une large mesure parce que l'Afrique du Sud, économie orientée vers l'exportation, s'est vu refuser l'accès à de nombreux marchés étrangers. Avec l'effondrement de l'apartheid, le moment est venu d'envisager de lever ces sanctions. Le moment est venu d'écouter la voix de la majorité noire de l'Afrique du Sud, dont 82 %, selon le dernier sondage Gallup, sont opposés aux sanctions en tant que moyen de mettre un terme à l'apartheid.

En terminant, j'aimerais livrer une pensée à vos réflexions. Nombre d'entre vous ont une position différente de la mienne sur la question des sanctions. Oublions cela. Ce n'est plus la question pertinente ou dominante de la politique internationale à l'égard de l'Afrique du Sud. Au nom de mon pays, je peux dire qu'il n'y a aucun doute que les sanctions contre l'Afrique du Sud seront bientôt levées, peut-être dès février ou mars. D'ailleurs, la communauté internationale réagit déjà aux changements en cours en Afrique du Sud. Les gouvernements, en

M. Johns

Afrique et en Europe, ajustent leurs politiques pour les adapter aux changements rapides qui se produisent là-bas. Ils rétablissent des droits d'atterrissage pour les avions commerciaux sud-africains et lèvent les sanctions contre ce pays.

Le moment est donc venu dans l'évolution de la politique internationale vis-à-vis l'Afrique du Sud de cesser de nous concentrer sur ce à quoi nous nous opposons et de commencer à considérer la question plus importante de savoir ce que nous soutenons.

A mon sens, notre objectif en Afrique du Sud ne devrait être rien de moins que ce que nous cherchons ailleurs dans le monde : le triomphe des libertés individuelles et la reconnaissance du droit de chaque homme et de chaque femme de vivre sa vie et de poursuivre sa destinée sans qu'un gouvernement n'entrave ses libertés économiques et politiques. Si nous y parvenons, l'Afrique du Sud peut devenir un exemple pour l'Afrique et pour le monde, et nous pourrions tous nous réjouir d'avoir apporté une contribution modeste mais importante en aidant cette nation tourmentée à prendre un nouveau départ.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le représentant de la Jefferson Educational Foundation, M. David H. Barron.

M. BARRON (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais vous remercier de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole devant cette instance au sujet d'une question qui préoccupe sérieusement des millions de personnes dans la région d'Afrique australe et dans le monde : comment pouvons-nous favoriser et appuyer au mieux le processus de réforme en Afrique du Sud? Il s'agit d'une question sur laquelle se penchent l'ONU et de nombreux organes législatifs et à laquelle il n'y a pas de réponses faciles. Le but de cette politique est simple et incontestable : mettre fin à la discrimination raciale. La méthode pour y parvenir fait toutefois l'objet d'âpres discussions depuis plusieurs années. Pour comprendre le problème, il faut savoir où en était l'Afrique du Sud, où elle en est maintenant et où la nouvelle politique cherche à la mener.

Il y a un an, j'ai pris la parole devant cette même commission pour demander que l'on donne à l'Afrique du Sud le bénéfice du doute dans sa tentative de mettre fin à l'apartheid. Depuis, le tissu même de la société sud-africaine a subi des changements spectaculaires qui imposent aux Nations Unies une réévaluation de leur politique et leur attitude vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

La portée et l'intensité de l'évolution en Afrique du Sud égalent celles des événements étonnants qui se sont produits en Europe de l'Est. En les appuyant et en les encourageant au moyen d'une participation active au processus de réforme, la communauté mondiale peut apporter une aide précieuse et bien nécessaire à ceux qui par leurs efforts héroïques sont en train de créer une dynamique d'évolution inattendue en Afrique du Sud.

Le Gouvernement de F.W. De Klerk poursuit énergiquement l'élimination des derniers vestiges du système de l'apartheid. Il a agi avec beaucoup plus de célérité et d'efficacité que la plupart des observateurs tenaient pour possible pour extirper un système dénoncé depuis longtemps par la majorité des Sud-Africains, noirs et blancs.

Alors que la fermeté du désir du Gouvernement De Klerk de mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud a été maintes fois mise en doute, les résultats de son action en disent long sur sa sincérité. Qui aurait pu imaginer, il y a seulement un an, les changements passionnants et irréversibles qui se sont produits en Afrique du Sud? Il est en effet aujourd'hui tout à fait réaliste pour les Sud-Africains d'envisager le jour où, dans un avenir proche, ils jouiront d'un gouvernement totalement démocratique et d'une libre économie de marché.

M. Barron

L'isolement imposé à l'Afrique du Sud avait pour but d'exercer une influence positive sur le processus de réforme et d'assurer le changement. La levée de l'interdiction frappant certains partis politiques, l'engagement d'opérer des réformes démocratiques et l'abrogation du Land Act, du Separate Amenisties Act et du Group Areas Act sont autant de preuves tangibles et irréfutables que l'Afrique du Sud a fait de grands progrès vers une société totalement intégrée et non raciale. Ni notre organisation, ni aucun autre organe législatif dans le monde ne peut plus nier que des changements véritablement historiques se sont produits en Afrique du Sud. Par conséquent, les objectifs de l'isolement diplomatique, économique et social ne servent plus les objectifs de la communauté mondiale.

Bien sûr, beaucoup de problèmes restent à résoudre en Afrique du Sud. La violence généralisée entre les Xhosas et les Zoulous, qui a fait au moins 850 morts depuis la mi-août, la résistance obstinée des conservateurs blancs au changement, l'appui apporté par des partis de l'opposition aux politiques désastreuses inspirées de la doctrine communiste et la nécessité d'adopter une constitution garantissant les droits de toutes les minorités freinent encore la marche inéluctable de l'Afrique du Sud vers une nouvelle Afrique du Sud.

Les changements rapides et irréversibles qui se sont produits motivent une révision complète des attitudes du monde vis-à-vis de l'Afrique du Sud. La nouvelle constitution permettra à tous les citoyens, noirs et blancs, de voter sur un pied d'égalité. Elle garantira un pouvoir judiciaire libre et indépendant et codifiera une déclaration des droits. Ce sont là des résultats historiques dans un continent où depuis toujours, les expériences démocratiques réussies sont extrêmement rares.

L'Afrique du Sud est la locomotive du changement pour toute la région subsaharienne de l'Afrique. Le succès de ses initiatives servira de modèle pour d'autres nations, et un appui international plutôt qu'une condamnation est la clef de ce succès. Ce serait une grande tragédie si l'expérience sud-africaine échouait en raison de l'indifférence, voire même de l'hostilité internationale. Les pays d'Afrique australe se tournent vers l'Afrique du Sud qui représente leur seul espoir économique. Des milliers et des milliers de Noirs ont un emploi grâce à l'économie moderne de l'Afrique du Sud. En poursuivant notre attaque de front contre l'économie sud-africaine, nous frappons des millions de familles qui en dépendent pour leur existence. Aucun pays dans la région n'a édifié une base

M. Barron

économique comparable, et sans l'Afrique du Sud, l'ensemble de la région risque fortement de sombrer dans une dépression économique qui saignerait à blanc les mouvements démocratiques.

Il est temps de reconnaître la sincérité de la volonté de réforme de l'Afrique du Sud. Il y va de l'avenir de l'Afrique du Sud. Le fardeau de l'attention du monde lui pèse et elle fait de son mieux pour retrouver sa place dans la communauté internationale. Cette nation mérite d'être encouragée, compte tenu des progrès qu'elle a réalisés, et d'être aidée à mener à bien sa réforme.

Chacun de nous ici a, bien sûr, combattu les tensions ethniques et raciales dans son propre pays. Nous convenons tous qu'il s'est avéré impossible d'éliminer totalement ces démons. La résurgence des tensions ethniques profondément ancrées a en effet été l'un des éléments majeurs dans les changements intervenus en Europe de l'Est et en Union soviétique depuis la chute du communisme. Pendant 40 ans, des rivalités ethniques séculaires ont couvé sans éclater au grand jour parce que l'ensemble de la nation était confronté à un mal plus grand encore. Pourtant, comme nous l'avons vu en Yougoslavie, en Hongrie, en Estonie, en Lituanie et dans de nombreuses autres régions d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, dès que le peuple recouvre la liberté d'expression et de mouvement, ces tensions remontent rapidement à la surface. Nous ne pouvons nous attendre à ce que le Gouvernement sud-africain surmonte en quelques mois ce qu'en Europe de l'Est, 40 années d'une brutale oppression communiste n'ont pas réussi à vaincre. L'espoir de toute nation confrontée à des divisions raciales ou ethniques est de poser les fondements d'une coopération et d'un respect mutuel. Les citoyens doivent être amenés à laisser de côté leurs divergences personnelles pour le plus grand bien de tous. En Afrique du Sud, le climat est propice, mais il faut que la communauté internationale leur apporte son appui et non qu'elle les décourage.

En l'absence d'une réaction positive de la part des Nations Unies et d'autres organisations, le danger existe que des forces opposées au changement en Afrique du Sud réussissent à inverser le courant de réformes. La volonté de changement sera gravement atteinte, à moins que le Gouvernement ne puisse faire état d'exemples concrets d'une réaction positive de la part de la communauté internationale. Les gouvernements progressistes d'Europe occidentale ont déjà assoupli certaines sanctions en signe de reconnaissance des progrès considérables réalisés en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud cherche désespérément l'approbation de l'ONU, et les résultats de cette audition seront suivis de près par tous en Afrique du Sud.

M. Barron

L'occasion s'offre à la Commission de suivre une orientation nouvelle : tourner le dos à l'hostilité pour avancer avec, et non pas contre, la tendance au changement en Afrique du Sud. Une reconnaissance officielle des progrès réalisés en Afrique du Sud, que ce soit par son admission à des manifestations sportives ou par d'autres moyens, donnera aux réformateurs en Afrique du Sud la "carotte" proverbiale pour les amener à poursuivre le changement et permettra une transition plus facile et plus rapide.

Le mouvement réformateur en Afrique du Sud ne peut continuer à vivre de vagues et lointaines promesses de coopération économique. Comme nous l'avons vu, ceux qui risquent de souffrir encore sont précisément ceux que les sanctions et autres mesures punitives ont cherché à aider. Une révision immédiate et sincère de la politique de l'ONU à l'égard de l'Afrique du Sud incitera ce pays encore davantage à procéder à des réformes et aidera à hisser le drapeau d'une nouvelle Afrique du Sud : celle d'un pays qui oeuvre pour atteindre l'équilibre délicat de l'harmonie raciale, essentielle à une existence pacifique, et pour le transfert du pouvoir à un nouveau gouvernement.

C'est de cela que la Commission devrait s'occuper. L'Afrique du Sud offre une grande occasion de changement positif, mais nous devons participer au jeu au lieu de n'être que des arbitres prêts à siffler les fautes. Le fait de reconnaître et d'encourager l'évolution positive en Afrique du Sud donnera aux réformateurs des armes pour combattre ceux qui souhaitent retarder ou contrecarrer les initiatives progressistes et démocratiques qui gagnent actuellement du terrain en Afrique du Sud. Leur succès dépend de vos encouragements. Nous sommes sur le point d'accueillir dans la communauté mondiale une Afrique du Sud nouvelle et démocratique. Ce sont des temps passionnants pour l'Afrique du Sud comme pour les partisans de la démocratie dans le monde entier. Notre ferme engagement d'oeuvrer pour, et non pas contre, les réformes en Afrique du Sud nous conduira au jour où les barrières raciales ne seront plus un obstacle artificiel au succès économique et politique. Un objectif trop ambitieux? Pas du tout! Avec l'appui de la Commission, il sera atteint.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est M. Bojana V. Jordan, représentant de l'American-South African Peoples' Friendship Association.

M. JORDAN (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'American-South African Peoples' Friendship Association, je tiens à remercier la Commission politique spéciale de nous avoir invités à faire une déclaration sur cette question cruciale et brûlante de l'Afrique du Sud raciste. La Commission nous a ainsi donné la possibilité de parler aujourd'hui de l'une des tendances les plus redoutables que l'on constate en Afrique du Sud cette année qui est la tentative du Gouvernement sud-africain de convaincre le monde de sa sincérité quand il dit vouloir débarrasser le pays du système diabolique d'apartheid. Mais ses actes ne peuvent nous empêcher de constater que le peuple d'Azanie et d'Afrique du Sud et les mouvements de libération sont plus loin que jamais de leurs objectifs de liberté, de bien-être et d'autodétermination.

Le premier exemple de ce discours trompeur et d'action contraire est le prétendu affrontement entre Noirs. Comme nous l'avons fait observer ici, le 11 septembre dernier, la prétendue lutte des Noirs contre des Noirs dans le pays a coûté près de 5 000 vies. Cela a été et continue d'être une création directe du régime raciste dans ses tactiques qui visent à diviser pour régner. Les aveux et les révélations faits par la suite par certains des participants à ces orgies meurtrières nous ont donné raison.

Les conditions favorables au massacre superflu et injustifié des populations entre elles ont été créées par la balkanisation gouvernementale des travailleurs dans des foyers résidentiels. Dans ces foyers, les travailleurs ont été divisés selon leur race. Certains groupes ethniques ont reçu un traitement préférentiel et on leur a fait miroiter des privilèges spéciaux. Ces politiques sont encore poursuivies par les fonctionnaires gouvernementaux dans ces foyers. La plupart des organisations progressistes dans le pays ont exigé que ces foyers soient abolis immédiatement.

De même, le Gouvernement a encouragé et armé un groupe - par exemple, l'Inkatha - afin qu'il attaque des groupes anti-apartheid. Depuis qu'elle a été lancée, cette lutte amère continue de priver le peuple azanien de la vie, de la liberté et du bien-être. Nous demandons sincèrement aux Africains en conflit d'enterrer la hache de guerre et de rassembler leurs énergies pour renverser le véritable ennemi du peuple - le Gouvernement raciste de la République sud-africaine.

M. Jordan

Un autre exemple est la tentative faite par le gouvernement raciste pour montrer à la communauté internationale qu'il est lui-même un réformiste, alors qu'il montre en même temps au peuple sud-africain qu'il ne l'est pas, car après avoir levé l'interdiction qui frappait le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) en tant qu'organisation politique, il a refusé ensuite d'autoriser ses membres à participer activement au processus politique. Nous pourrions donner de nombreux exemples pour prouver ce faux-semblant de bonnes intentions quand l'effort véritable ne donne aucun résultat.

Le Gouvernement a condamné les protestations pacifiques et les luttes contre l'apartheid. Dans plusieurs domaines, des permis ont été refusés à des groupes politiques, et lorsque leurs membres se sont réunis pour mener des activités politiques pacifiques, ils ont été reçus par des gaz lacrymogènes, des balles et les forces de police ou des unités armées gouvernementales. Cette année, en 1990, le Gouvernement empêche que nos structures et nos fonctions s'intègrent au processus politique.

Il faut dire que notre confiance et notre foi dans les intentions de réforme du Gouvernement ont été réduites à néant lorsque le Gouvernement sud-africain a refusé l'octroi de visas aux membres des missions extérieures du PAC qui souhaitaient assister aux funérailles du Président du PAC, feu Zeph Mothopeng, en octobre. Le Pan Africanist Congress prévoit maintenant de tenir sa première conférence, à Johannesburg, du 9 au 11 décembre 1990, puisque l'interdiction dont il faisait l'objet a été levée au début de l'année.

Pour aggraver les choses, dans une lettre datée du 9 novembre, et reçue le 15 décembre au siège du PAC, le Ministre du développement constitutionnel, le raciste G. Van N. Viljoen, a refusé catégoriquement d'accorder une indemnité aux membres du Comité central externe du PAC et à d'autres qui disposent du droit légitime d'assister à la conférence de leur organisation légale qui n'est prétendument plus interdite. Le Gouvernement invoque que le PAC devrait "se dissocier lui-même de la lutte armée" pour qu'il puisse rapatrier ses exilés. Apparemment, seules les organisations et les peuples qui sont prêts à danser sur l'air et la musique de l'apartheid sont invités à venir en Afrique du Sud. En conséquence, la reconnaissance du PAC n'a aucune valeur pour le Gouvernement sud-africain à moins que les membres du PAC acceptent de s'asseoir à la table de négociations et acceptent les miettes qu'on leur offre. Ce n'est pas là une simple action politique; c'est du despotisme dans toute sa grandeur.

M. Jordan

Quant à la question des négociations, nous estimons que le Gouvernement doit accepter l'élimination de certains piliers de l'apartheid, qui ne peut faire l'objet d'aucun compromis, avant de passer à la négociation concernant une Azanie non raciale et démocratique. Les piliers fondamentaux, tels que présentés par le PAC - et nous souscrivons à cette présentation - sont : premièrement, le Population Registration Act; deuxièmement, les Land Acts de 1913 et de 1936, sur lesquels est fondé le Group Areas Act; troisièmement, le Bantu Education Act; quatrièmement, le système parlementaire tricaméral et, cinquièmement, les bantoustans.

Les prétendus pourparlers sur les négociations n'ont abordé aucun de ces éléments. Si le régime parvient à amener une section du mouvement de libération à négocier la création d'un climat favorable, le Gouvernement gagnera ainsi du temps et, par conséquent, prolongera le maintien de l'apartheid. C'est le mécanisme propre à faciliter la définition d'une nouvelle constitution qui devrait être négocié. Nous souscrivons donc à l'appel lancé par le PAC afin que des élections, où le principe d'une voix pour un vote serait respecté, aient lieu pour élire une assemblée constituante. Nous réitérons nos soupçons quant à la sincérité et l'intégrité de la position du Gouvernement dans toute cette affaire de négociations.

M. Jordan

Nous exhortons la communauté internationale à se joindre à nous pour dénoncer l'hypocrisie, les mensonges et les impostures qui caractérisent les réformes de De Klerk. Les pressions doivent être intensifiées pour amener le Gouvernement sud-africain à éliminer tous les aspects de l'apartheid, du racisme et de l'oppression. Les mouvements de libération doivent continuer de bénéficier de l'appui de tous les peuples épris de paix dans le monde. Nul ne doit penser que des changements notables sont intervenus dans les conditions de vie de l'Azanie/Afrique du Sud. Les soi-disant réformes, négociations ou pourparlers sur les pourparlers ne sont que divers moyens de faire avaler l'amère pilule de l'oppression au peuple azanien opprimé de l'Afrique du Sud. Nous sommes d'accord avec tous les chefs d'Etat des 19 Etats d'Afrique orientale et australe qui ont demandé, samedi dernier, lors de la clôture du sommet économique de Mbabane, Swaziland, à intensifier les sanctions contre Pretoria et à refuser la reconnaissance de l'Afrique du Sud, tant que le régime de la minorité blanche n'aura pas été renversé et que les peuples ne seront pas libres.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le représentant de la New African People's Organization, M. Ahmed Obafemi.

M. OBAFEMI (interprétation de l'anglais) : Au nom des enfants, des femmes et des hommes de la New African People's Organization, au nom de son président, le frère Chokwe Lumumba, et de son comité central, et au nom des nombreux prisonniers politiques et prisonniers de guerre emprisonnés partout dans l'empire des Etats-Unis, qui ont tous lutté pour libérer la nation africaine colonisée, je vous salue avec notre cri de guerre révolutionnaire : "Libérez la terre".

C'est en éprouvant honneur et respect que je prends la parole devant cette prestigieuse instance au nom de mon organisation pour exposer les graves contradictions qui continuent d'exister en Azanie occupée, malgré tout ce qui a été dit sur les changements.

Mais tout d'abord, nous tenons à exprimer nos remerciements à vous, Monsieur le Président, ainsi qu'à votre pays et au Président Musavini, que j'ai eu le grand honneur de rencontrer, pour le soutien constant et inflexible que vous avez apporté au mouvement de libération nationale en Azanie occupée, ainsi qu'à toutes ses justes luttes.

M. Obafemi

Lorsqu'on nous demande ce qu'il y a de nouveau en Azanie, nous déclarons sans hésiter "rien". Aucun changement important n'est intervenu parce que les cinq piliers de l'apartheid restent intacts : les Land Acts de 1913 et 1936; le Bantu Education Act; le système des bantoustans; la loi sur la population; et le système parlementaire à trois chambres qui comprend les Blancs, les Asiatiques et ce qu'on appelle les Métis, quatre groupements inégaux - bref, un système de castes dominé par les Blancs.

En vérité, dans ces conditions, et dans l'état présent de déstabilisation du mouvement de libération azanien, perpétrée et encouragée par le régime raciste, comment pouvons-nous même penser qu'il existe des bases de négociation? Il n'existe aucune base de négociation.

A cette étape, ce que nous pourrions légitimement soutenir serait la convocation d'une assemblée constituante élue selon le principe une personne un vote. Son mandat serait de rédiger une constitution nouvelle pour une Azanie non raciale et démocratique. En outre, nous estimons que seule la majorité africaine opprimée peut dire quand un changement irréversible et significatif s'est produit.

Nous estimons qu'en attendant, la communauté internationale doit continuer à exercer ses pressions et intensifier les sanctions économiques. Il est indiscutable que la communauté internationale doit continuer à soutenir toutes les formes de lutte, y compris la lutte armée.

Je voudrais terminer en vous citant ce que j'estime être l'un des exemples les plus évidents et les plus cruels qui explique pourquoi nous considérons que le régime des colons blancs n'a nulle envie de procéder à un changement irréversible en Azanie. Après la mort du Président Zephania Motopeng, le régime raciste a refusé à la direction exilée du Pan Africanist Congress d'Azanie l'autorisation de rentrer au pays pour assister à ses funérailles ou à la prochaine convention des masses azaniennes qu'elle représente. Tout cela est arrivé après que le Ministre des affaires constitutionnelles eut demandé dans une lettre au Président Motopeng qu'aient lieu des entretiens exploratoires. Cela non seulement a un effet négatif sur le régime, mais dévoile également le mensonge selon lequel les organisations politiques ne sont pas interdites.

M. Obafemi

On parle beaucoup d'un nouvel ordre mondial. Ce qui nous inquiète dans ce concept est que dans ces discussions, auxquelles à ma connaissance participent exclusivement des Européens, certains des pays qui avaient auparavant adopté des positions de principe contre le régime colonial raciste d'Afrique du Sud pourraient maintenant être prêts à composer. Nous souhaitons nous tromper, mais comme nous l'a enseigné notre martyr révolutionnaire Malcolm X, seul l'avenir le dira.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le prochain orateur est le représentant de la National Association for the Advancement of Colored People, M. Ralph P. Boyd.

M. BOYD (interprétation de l'anglais) : C'est avec une profonde humilité que je saisis cette occasion extraordinaire pour exprimer ma profonde reconnaissance à cette éminente Commission politique spéciale des Nations Unies pour m'avoir permis de prendre la parole au nom de mes amis américains sur les perspectives qu'ouvrent les événements historiques qui se déroulent dans une Afrique du Sud en pleine mutation, et qui doivent continuer d'être au premier rang de l'effort que font les Nations Unies dans leur recherche de la liberté et de la sécurité pour tous les peuples du monde.

Je suis un ancien combattant de la seconde guerre mondiale, j'ai connu les souffrances humaines et la tragédie de la guerre à l'étranger, et j'ai vu la fuite des victimes. Tout cela m'a encouragé à continuer la lutte pour l'amélioration de l'humanité partout où l'injustice prévaut. Cela a été ma mission dans le passé, à laquelle je resterai fidèle.

Ayant vécu une existence fructueuse pendant près de soixante-six ans, je suis convaincu que les peuples de bonne volonté, sans égard à leur race, à leur couleur, à leur croyance ou à leur origine, peuvent se réunir à un niveau plus élevé pour résoudre nos problèmes communs et les besoins qui nous séparent.

M. Boyd

Pour atteindre cet objectif il faut être animé par l'espoir, la foi et la vision pour persévérer dans cette voie. Le progrès ne s'arrête que lorsque les êtres humains y font obstacles.

On cite habituellement cette expression maintes fois entendue "mon pays qu'il ait tort ou raison". Quant à moi, je dois me demander si cette affirmation est conforme à mes devoirs et, en définitive, à ma loyauté en tant que citoyen chrétien. Alors, lorsque je suis certain que la politique de mon pays ou de tout autre pays va à l'encontre de la volonté de Dieu, je me demande : faut-il vraiment donner une réponse?

En quête d'autres principes, j'ai trouvé ceci dans la Bible, Isaïe, chapitre 58, versets 6 et 7 :

"Je veux que tu partages ton pain avec l'affamé, avec le pauvre, et que tu élimines le joug de l'injustice, et que tu libères l'opprimé."

L'Afrique du Sud en 1990 n'est toujours pas libre - comprenez-vous cela? Vous savez que l'empire russe s'est effondré depuis mon passage ici l'année dernière; l'Europe de l'Est a été libérée du joug de l'esclavage. Alors, pourquoi pas l'Afrique du Sud?

Hier soir un correspondant étranger de l'une des grandes chaînes de télévision a dit, dans un reportage de trois minutes fait en Afrique du Sud, que ce pays, riche en ressources minérales, se trouvait face à une génération perdue, parce que "l'apartheid n'a pas pris fin". Il est encore vivant.

La question s'est posée immédiatement : pourquoi en est-il ainsi? Je vous pose la même question aujourd'hui.

Si j'ai bien compris les paroles du journaliste, les jeunes Noirs du mouvement populaire ont décidé de ne pas aller à l'école parce qu'ils ont honte et qu'ils se sentent inférieurs. Ils comprennent maintenant le prix que leurs parents et leurs familles ont payé en étant patients, et en supportant les épreuves et les promesses non tenues pendant leur courte vie sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Oui, ce sont des observations tristes pour nous tous et nous devons les digérer.

Aussi est-il surprenant que le cri de liberté maintenant, dont le journaliste qui a été rapporté s'est fait l'écho, soit "la libération passe avant l'éducation". Ils ont compris ce qui leur est arrivé, ils savent que la lutte politique, avec toutes ses ramifications, doit s'arrêter afin qu'il soit possible d'espérer en un meilleur lendemain.

M. Boyd

Après cette émission, il y eu une rencontre avec un représentant du Pan Africanist Congress, qui a exprimé un point de vue différent de celui qui était présenté dans l'émission. Nous savons bien que d'autres postes de radio et de télévision, et d'autres branches des médias, ne présentent pas de façon objective ce qui se passe en Afrique du Sud. Ce représentant a déclaré que des progrès positifs ont été réalisés dans la lutte mais qu'ils n'étaient pas mentionnés; il a cependant mis en garde contre les forces qui s'opposent activement à ce que les images du progrès réel, ainsi que celles de la répression, vous parviennent.

En poursuivant ma conversation avec le représentant qui repartait, mon attention s'est portée sur le fait qu'il y aura très bientôt un an que Nelson Mandela a été libéré après 27 ans de captivité. Maintenant le moulin de la propagande essaiera de vous persuader que tout va bien à la suite de la levée de certaines restrictions sur la presse par le Président F. W. De Klerk. De même des cas de libération de certains prisonniers exilés et d'autres concessions mineures, longtemps attendues, feront les grands titres de la presse. Mais, les listes électorales montrent que Nelson Mandela n'est toujours pas libre. Comme 80 % de ses compatriotes il ne peut pas voter dans son pays natal.

J'espère sincèrement, comme aussi de nombreux compatriotes et amis américains que ce grand organe délibérant de la communauté mondiale continuera à faire preuve d'un zèle sans faille pour faire connaître la vérité sans rien dissimuler, afin que le peuple d'Afrique du Sud obtienne sa liberté le plus rapidement possible. Redoublons nos efforts pour intensifier les sanctions contre l'Afrique du Sud. Accroissons notre appui matériel en faveur du mouvement de libération pour lui permettre de renverser le régime d'apartheid par n'importe quel moyen à sa disposition. Nous savons que le sort de l'Afrique du Sud dépend d'un rapprochement de l'African National Congress et du Pan Africanist Congress pour constituer un seul mouvement de solidarité afin d'éliminer l'apartheid et d'élaborer une nouvelle constitution pour tous les peuples d'Afrique du Sud.

Il existe des signes qui nous permettent d'espérer alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui. On m'informe qu'à cette heure même M. Mandela rencontre le Président De Klerk afin d'engager des négociations en vue de mettre fin à l'apartheid et d'octroyer les pouvoirs politiques à la majorité noire. Nous sommes encouragés de savoir que M. Clarence Makwethu, le chef par intérim du Pan Africanist Congress, est d'accord avec M. Mandela pour s'associer à un effort commun pour aboutir à la paix.

M. Boyd

Pour conclure, je rappellerai, au nom de nombre de mes collègues, que l'ancien esclave devenu éducateur, M. Frederick Douglas, a dit une fois que "L'homme n'a jamais abandonné le pouvoir sans lutter", et d'autres ont remarqué que ceux qui détiennent le pouvoir ne le transmettent jamais à ceux qui ne le détiennent pas.

C'est en vérité un honneur et un privilège que de prendre la parole devant vous. Nous vous remercions de m'avoir donné cette occasion, et nous prions pour que cette institution internationale voit de très près ce qui doit être fait dans notre monde.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à la représentante du South African Azanian Student Movement, Mme Mantsha Mohohlo.

Mme MOHOHLO (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord je voudrais remercier le Président, l'Ambassadeur de l'Ouganda, et son pays de l'appui donné à notre pays dans la lutte pour la libération nationale. Je voudrais également remercier le Président de l'Ouganda M. Museveni actuellement Président de l'Organisation de l'unité africaine, de son appui dans notre lutte pour la liberté et la justice. Mais surtout je voudrais vous remercier de m'avoir donné cette occasion de prendre la parole à cette commission très importante qui examine la situation en Afrique du Sud.

Je suis une étudiante, et je suis membre de l'organisation d'étudiants South African Azanian Student Movement (SAAZM). Bien que SAAZM ne soit pas une organisation partisane, en tant qu'étudiants nous ne pouvons pas garder le silence et nous désintéresser de ce qui se passe chez nous.

Mme Mohohlo

S'agissant de la situation en Afrique du Sud, je pense qu'il n'y a encore eu aucun changement fondamental. Les changements survenus ne sont que cosmétiques et superficiels. M. Mandela a bien été libéré de prison et l'état d'urgence a été levé, mais les piliers de l'apartheid sont restés intacts. Je me bornerai à donner pour exemples les Land Acts, le Groupe Areas Act et le fait que jusqu'ici la plupart des réfugiés ne peuvent rentrer chez eux. Cela signifie que je ne peux toujours pas acheter de terrain, sinon dans les "homelands", ou habiter où je veux ou encore recevoir une éducation égale. Je ne peux pas encore jouir d'un accès égal aux soins médicaux. On affirme que les services médicaux ont été purgés de toute ségrégation. Mais, en tant que Noire, je dois encore déboursier substantiellement en termes de temps et d'argent pour obtenir des soins médicaux acceptables, du fait que les services médicaux sont centralisés dans les villes, hors de ma portée, et pas dans les townships. Je crois que l'Afrique du Sud est entrée dans sa période la plus critique. La violence s'accroît dans les townships et il y a chaque jour plus de morts : c'est ce qu'on appelle la violence contre Noirs.

Je lance un appel à la Commission pour que les sanctions ne soient pas encore levées. Elles devraient plutôt être intensifiées. On dit que les Noirs souffriront encore davantage si les sanctions sont intensifiées. Au contraire, nous Noirs tirons notre force de notre faiblesse. En tant que Noire, femme, mère célibataire et étudiante, entre autre rôles, j'ai appris à faire de mes problèmes des occasions d'évoluer. Pour moi, être étudiante en Amérique, loin de mon foyer, impliquait de grands sacrifices. J'ai dû abandonner ma maison, car je ne pouvais plus payer le loyer. J'ai dû abandonner mes enfants à une mère aveugle, parce que je n'ai pas les moyens de les garder avec moi pendant mes études aux Etats-Unis. Ma famille connaît la colère, l'amertume, la frustration du harcèlement par les policiers. En 1963, mon frère a été condamné à 15 ans de prison à Robben Island et y est mort après avoir purgé 12 ans de sa peine. La famille était dévastée. Mais, dans notre impuissance, nous avons puisé notre force. Même si je fais ce récit à la Commission à titre individuel, ce sont là les conditions que subissent la plupart des Noirs en Afrique du Sud et les sacrifices que nous sommes disposés à faire.

Mme Mohohlo

Je crois que les Nations Unies sont prêtes à imposer des sanctions à l'Iraq jusqu'à la libération des otages, probablement jusqu'à ce que le Koweït soit libéré. Je ne comprends donc pas pourquoi les sanctions devraient être levées en Afrique du Sud à ce stade, alors que nous, en tant que Noirs, sommes toujours les otages du système brutal qui a pour nom apartheid. On ne peut réformer l'apartheid; on doit le démanteler. Je crois également que, si l'Afrique du Sud n'est pas libre, le reste du monde ne sera pas libre, parce que nous sommes un tout unifié.

Je remercie la Commission de m'avoir écoutée et j'espère que j'ai réussi à dresser un portrait de l'Afrique du Sud vue par une Sud-Africaine noire. Nous voulons une Afrique du Sud non raciale et non sexiste. Liberté pour tous!

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant d'African Echoes, M. Imuni Aaron.

M. AARON (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie de m'accorder le privilège de prendre la parole devant la Commission politique spéciale. Je sais bien que le Gouvernement révolutionnaire de l'Ouganda, qui a obtenu sa libération au prix d'une lutte prolongée, reconnaît la nécessité de cette méthode de parvenir à l'indépendance quand toutes les autres ont échoué. Monsieur le Président, je tiens à saluer l'attachement de votre gouvernement à l'élimination du racisme et de la suprématie blanche et, plus que tout, à l'action pour une Afrique libre et unie. Je sais que vous êtes vous-même pleinement averti des mécanismes de ce système d'oppression, en raison de votre expérience étendue en tant qu'étudiant et professeur et des titres que vous confère le fait d'avoir enseigné dans ce pays. Je vous remercie de m'avoir fait l'honneur de me permettre de faire part de mes observations à la Commission que vous présidez.

Le Comité de coordination d'African Echoes m'a chargé de dire que nous implorons l'Assemblée de maintenir les sanctions contre le régime raciste, minoritaire, antidémocratique et oppressif qui a étouffé les courageux Azaniens dans leur patrie, qu'on appelle à tort Afrique du Sud.

L'histoire nous apprend qu'un groupe d'émigrants hollandais ont débarqué sur la côte sud de l'Afrique en 1652; ils n'avaient pas été annoncés, ils n'étaient pas attendus, ils n'avaient pas été invités ni introduits. Comme personne n'était là pour les accueillir, ils ont dans leur arrogance présumé qu'ils étaient les

M. Aaron

les bienvenus et que la terre leur appartenait. Ces Boers! Qui leur a cédé des droits sur une terre qui ne leur a jamais appartenu? Depuis ce jour maudit, les Azaniens sont dépossédés de leur terre et ont livré bien des batailles épiques contre ces accapareurs. Tous ces dépossédés ne veulent que leur terre. Pourtant, ils ont dû combattre pour leur liberté et aujourd'hui ils se battent pour leur vie même.

Ils doivent se battre. De Klerk, un vieux maître dans l'art de la ruse, de la trompe et de l'illusion, aimerait également, comme beaucoup de ses semblables, donner l'impression que le système qu'il dirige, un système de suprématie blanche, a changé. Mais jetons un regard objectif sur la réalité. N'écoutons pas les paroles. Considérons les lois d'oppression qui régissent cette terre. Les piliers de la suprématie blanche sont restés fermement en place.

Tout d'abord, les Land Acts de 1913 et 1936, qui ont exproprié les Azaniens, qui comptent pour 87 % de la population d'une terre pour laquelle ils n'ont aucun attachement véritable, sont toujours en vigueur. De Klerk a changé, n'est-ce-pas? Mais ces lois ont-elles été abolies?

Deuxièmement, il y a le Population Registration Act. Ce système maudit et diabolique a divisé les habitants en quatre groupes raciaux avec, bien entendu, en haut, la minorité blanche qui tient le pouvoir, et la majorité noire tout en bas. De Klerk a changé, mais est-ce que cela a changé?

Troisièmement, il y a le Bantu Education Act, qui était une tentative d'imposer une éducation de moindre qualité aux jeunes Azaniens. Cependant, ces jeunes gens courageux des deux sexes se sont battus en 1976 et cela leur a coûté cher. Est-ce que cela a changé? Or, on nous dit que De Klerk a changé.

Qu'en est-il du système parlementaire tricaméral, qui était une tentative de ces racistes d'associer tel ou tel groupe de l'opposition avec le régime d'oppression. La vaste majorité de l'opposition a rejeté cet artifice juridique. Mais on continue de nous dire que De Klerk a changé.

S'agissant des bantoustans, ils sont toujours en place. La communauté internationale n'a pas seulement condamné, mais elle a aussi rejeté la balkanisation de l'Azanie. Ecoutez les mots - écoutez-les, mais considérez attentivement les lois et les actes de De Klerk. Rien n'a changé. En fait, les

M. Aaron

Nations Unies devraient féliciter et accueillir le Pan-Africanist Congress of Azania (PAC) pour ses suggestions progressives et constructives relatives à une assemblée constituante et à un système de suffrage universel. N'est-ce pas là le soi-disant système démocratique basé sur la participation multipartite? N'est-ce pas là la démocratie que les Etats-Unis ont voulu imposer sous la menace des armes à des régimes qu'ils considèrent non-démocratiques? Devrais-je ici rappeler le Nicaragua, entre autres pays?

M. Aaron

Selon nous, ce n'est que dans le cadre d'une assemblée constituante que les deux questions fondamentales, à savoir une représentation équitable et une constitution écrite, seront résolues. En cas d'échec, ce serait une insulte retentissante si l'on songe aux siècles de lutte, aux morts innombrables et au peuple azanien déçu dans ses véritables aspirations. Si le principe une personne une voix est un droit qui est reconnu aux Européens, on ne saurait suggérer rien de moins pour les Azaniens.

De quoi pouvons-nous parler? Qu'y a-t-il à négocier? De Klerk dit pourtant que le système a changé.

Comment faire entendre raison à un groupe qui a une mentalité d'aventurier? Est-il besoin de rappeler à la Commission que le régime raciste et ses politiques ont été unanimement condamnés par les Nations Unies en tant que crime contre l'humanité, selon la définition du génocide adoptée le 8 décembre 1948? Comment des personnes raisonnables et sensées peuvent-elles faire partie d'un système aussi méprisable? Tant que De Klerk maintiendra les piliers de la suprématie blanche et ses lois répressives, nous, dans les "Echos africains", nous lancerons un appel aux Nations Unies pour leur demander de maintenir leur condamnation, d'appuyer les sanctions et de souscrire à toute mesure que le peuple en lutte d'Azanie pourrait être amené à prendre pour se libérer et recouvrer ses terres. Il serait prématuré d'adopter une autre attitude. S'agissant de la question des sanctions, je vous rappelle que les Etats-Unis maintiennent leurs sanctions contre Cuba depuis près de 30 ans et que pourtant personne n'évoque la possibilité de les lever.

L'Assemblée générale des Nations Unies doit soutenir la poursuite de l'intensification de toutes formes de lutte, et les peuples épris de liberté dans le monde entier devraient soutenir la cause des Azaniens.

Je répète qu'à ce jour aucun changement majeur n'est intervenu en Azanie. Il est possible que certains défenseurs infortunés, complaisants et racistes viennent ici nous dire que des changements se sont effectivement produits, mais examinons les faits. Ces personnes prétendent que les partis politiques sont désormais autorisés. Et alors? C'est une démarche si insignifiante qu'elle en est insultante. C'est une cruelle mystification et un subterfuge de la part de De Klerk. Les partis sont autorisés mais ne peuvent pas organiser la population, et même s'ils le pouvaient, le peuple ne peut pas voter. C'est une mystification! Les représentants à l'étranger du Pan Africanist Congress (PAC) se sont vus récemment refuser l'entrée dans le pays, tandis qu'à un autre niveau, le Ministre

M. Aaron

du développement constitutionnel se joue des dirigeants internes en leur demandant de prendre part à des entretiens au sujet d'entretiens. Les seuls entretiens qui se déroulent concernent la terre.

Nous lançons un appel au Président et à la Commission pour leur demander d'appuyer le mouvement de libération, son programme et ses demandes motivées jusqu'à ce que se produisent des changements significatifs, à l'initiative du peuple azanien. Pour conclure, je déclare aux oppresseurs, aux envahisseurs et aux occupants illégaux de l'Afrique : "Prenez garde! Notre libération n'attend plus qu'une révolution."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons entendu le dernier orateur. La Commission a ainsi achevé l'examen du point 34 de l'ordre du jour. Le Rapporteur présentera le rapport de la Commission à l'Assemblée générale.

La séance est levée à 16 h 35.